



ZAMUKA

Bulletin d'analyse et d'information sur la microfinance

N°009 Décembre 2007

Editorial

Chers lecteurs,
Nous sommes encore une fois très heureux de pouvoir partager avec vous les principales réalisations du RIM couvrant cette période du mois d' Octobre au mois de Décembre 2007. La période était très serrée et pleine de défis car elle est charnière entre deux phases importantes dans la réalisation de la mission du RIM.

En effet, Vis à vis de ses objectifs stratégiques dans son plan d' affaires 2005-2007 qui s' achève avec le mois de Décembre 2007, le RIM devait évaluer ses activités réalisées, leur magnitude, et identifier les principaux défis auxquels il a fait face.

Cette analyse rétro et introspective du RIM au niveau de sa mission lui a servi dans l' élaboration de son deuxième plan d' affaires couvrant la période 2008-2010 au cours des travaux de l' atelier de planification stratégique de trois jours organisé du 21 au 23 Novembre 2007 de concert avec tous ses membres.

A travers les objectifs définis dans ce plan d' affaires 2008-2010 et les activités qui les soutendent, le RIM continuera à contribuer de façon significative dans la lutte contre la pauvreté par l' amélioration des pratiques et la professionnalisation des institutions de micro finance membres.

Quant à votre information sur la santé du secteur de la microfinance, dans le plan d' affaires 2008-2010, le RIM en a fait un de ses objectifs spécifiques et votre bulletin «ZAMUKA» reste le canal privilégié.

Dans le présent numéro, nous vous faisons visiter nos membres en vue de découvrir les différents types de produits et services qu' ils offrent à leurs clients, leurs performances, leurs politiques de crédits ainsi que leurs positionnements stratégiques.

Aux clients des IMF membres,

nous avons encore une fois voulu leur ouvrir une tribune où ils nous relatent comment les profits qu' ils tirent des services offerts par ces IMF ont permis d' améliorer les conditions de vie de leurs familles respectives.

Vous lirez aussi dans les colonnes qui suivent, d' autres actions à l' actif du RIM concourant à la formation de ses membres, à la professionnalisation de leurs structures et à l' information.

La rédaction

SOMMAIRE

Editorial.....	P.1
Activités en microfinance en bref.....	P.2
Témoignages.....	P.3
FSTE: Trois ans avant la célébration de ses noces d' argent au service des enseignants..	P.4
UCODE-Microfinance: un volume de crédit de 674 394 500Fbu au profit de 605 associations au cours des mois d' Octobre et de Novembre 2007.....	P.5
VIH/SIDA et la microfinance, deux termes clefs du développement des pauvres aujourd' hui.....	P.6
Le rôle des petites et moyennes entreprises dans.....	P.7
Calendrier des formations du RIM au cours de l' année 2008 (avec CAPAF).....	P.8



Madame Marie-Louise NSABIYUMVA (Deuxième à gauche), Directrice de la CECM, Vice-Président du Comité Exécutif du RIM ouvrant l' atelier de planification stratégique du RIM.



ACTIVITÉS EN MICROFINANCE EN BREF

Du 9 au 10 Octobre 2007, s'est tenu à Bujumbura au Centre Orphan's Aid, un séminaire de formation sur le «Crédit Solidaire». Cette formation de deux jours réunissait 30 participants issus essentiellement des IMF membres du RIM et des IMF en provenance du Rwanda (Duterimbere) et de l'Est de la RDC (Hekima) invitées pour présenter leurs expériences.

La formation en question s'inscrivait dans le cadre des formations programmées par le RIM dans son plan d'affaires 2005-2007. Elle est aussi le résultat d'un bon partenariat entre le Réseau RIM et le Consortium TERRAFINA, deux institutions qui ont le même souci de renforcer les institutions de microfinance pour assurer leur pérennité et adapter les produits financiers à la demande en milieu rural.

Cette formation avait pour objectif de:
- Donner aux IMF du Burundi une occasion d'échanger des informations

et des expériences sur «le crédit solidaire» et formuler des recommandations sur la promotion de cette méthodologie;
- Fournir des opportunités formelles et informelles d'apprentissage latéral entre les responsables des IMF membres du RIM, les bailleurs de fonds ainsi que des prestataires de services techniques.

Du 17 au 21 Décembre 2007, le RIM,

seils et les Echanges en Microfinance (FORCE) a organisé une formation sur les principes généraux de la comptabilité des IMF. En organisant cette formation, ces institutions avaient pour objectif global de doter des participants les principes comptables pour garantir la qualité de l'analyse financière dans les institutions de microfinance de leurs ressorts. Cette formation de 5 jours à



Pose des participants à la fin de la formation sur les principes généraux de la comptabilité des IMF.

en collaboration avec le Programme de Renforcement des Capacités en Afrique Francophone basé à Dakar (CAPAF) et le Fonds pour la Relance, les Con-

connu la participation de 40 comptables issues des IMF et d'autres milieux professionnels. Signalons que cette formation était animée par six formateurs locaux (formés par CAPAF) et supervisés par deux délégués CAPAF. Un des participants que nous avons approché au terme de la formation nous a indiqué que les connaissances acquises lui permettront de mieux faire demain plus qu'hier. Il a souhaité que le RIM organise d'autres séances avec d'autres modules pour le complément de son savoir faire, un souhait que le RIM compte exaucer puisqu'il a déjà établi le calendrier des formations au titre de l'année 2008 (Cfr Pge 8).

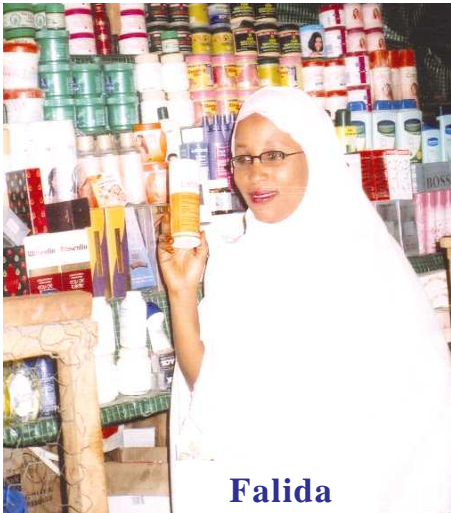
Dieudonné Murekambanze



Photo de famille des participants à la fin de la formation sur le crédit solidaire



TÉMOIGNAGES



Falida

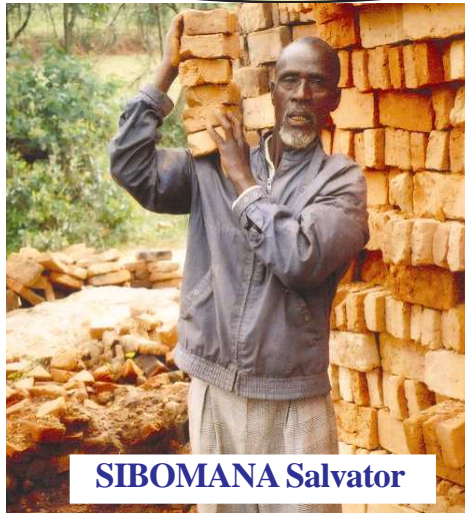
C'est le crédit d'un million de Fbu m'offert par la MUTEK qui m'a permis d'augmenter le capital.

Ça fait plus de 10 ans que j'exerce le commerce des produits de beauté au Marché Central de Bujumbura. Je me suis débrouillée avec mon mari pour avoir un fonds de commerce, mais il était tellement petit qu'il nous était impossible de subvenir aux nombreux besoins de notre famille. C'est le crédit d'un million de Fbu m'offert par la MUTEK qui m'a permis d'augmenter le capital et de surcroît notre revenu.

Actuellement J'ai terminé de le rembourser et dispose d'un capital beaucoup plus consistant de 7 000 0000 de Fbu.

Ce capital me permet de me déplacer jusqu' en Ouganda ou au Kenya pour chercher des marchandises à fournir aux autres commerçants du marché central de Bujumbura.

Dans mes ambitions, je sais bien que la MUTEK est bien disposée à m'accompagner et la stratégie la meilleure pour rester digne de confiance est d'honorer mes engagements envers elle.



SIBOMANA Salvator

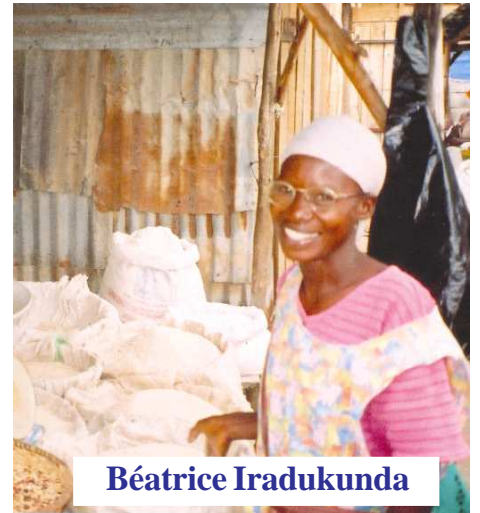
N'eut été la coopec de Gitega, je serais déjà mort ou vivrais dans l'infamie.

Quand je jette un regard rétrospectif sur ma vie, j'ai envie de descendre dans la rue pour demander à tous ces jeunes chômeurs de créer un projet et de leur montrer où se trouve la COOPEC de Gitega (ville).

Mon témoignage est sincère car vous me trouvez sur mon chantier. Et, je dois vous dire que, c'est grâce à ce chantier de fabrique de brique que ma vie est gagnée.

En effet, l'idée de fabriquer les briques m'est venue en tête en 1996. Mûri, j'ai soumis le projet à la COOPEC de Gitega (ville) qui m'a octroyé un crédit de 200.000 Fbu que j'ai terminé de rembourser six mois après. En 1998, la COOPEC m'a octroyé un autre crédit, cette fois là pour élargir le chantier et le remboursement a été fait sans problème. Aujourd'hui, je suis en train de payer le onzième crédit de la Coopec de Gitega.. Grâce à ces crédits, j' ai pu tirer du chômage dix jeunes gens aujourd'hui employés sur mon chantier, mon fils qui était également sans emploi exerce le commerce au marché central de Gitega. j'ai pu également reconstituer mon troupeau de chèvres qui avait été emporté par la crise ; me doter d'une très belle maison en matériaux durables.

Bref, n'eut été cette COOPEC de Gitega, je serais déjà mort ou vivrais dans l'infamie.



Béatrice Iradukunda

De ses amis, au cours d'une conversation, elle a entendu parler d'un programme de micro crédit dénommé TURAME.

Iradukunda Béatrice a 32 ans. Elle est mariée avec 7 enfants. A kanyosha où elle s'est déplacée fuyant l'insécurité en Province de Bujumbura Rural, elle était sans revenu parce que sans emploi. Un jour, elle a décidé de commencer avec un petit commerce de tomates au marché de Kanyosha. De ses amis au cours d'une conversation, elle a entendu parler d'un programme de micro crédit dénommé TURAME. Aussitôt, elle a cherché à être membre d'un groupe solidaire affilié à TURAME dénommé « Tumenyane Community Bank ». Avec le premier crédit de 60.000 Fbu lui offert par cette institution, Madame Béatrice a déplacé son commerce dans une petite boutique où, elle vend plusieurs variétés de produits alimentaires et d'autres biens.

Au mois de mai 2007, Madame Béatrice a eu de Turame un autre crédit de 120 000 Fbu. Ajouté à son épargne, cette somme lui a permis d'accroître son capital, d'augmenter ses revenus, puis de subvenir à tous les besoins de sa famille .

Dans l'avenir Madame Béatrice envisage de se construire une petite maison et de quitter le camp des déplacés de Kanyosha.

Dieudonné Murekambanze



TROIS ANS AVANT LA CELEBRATION DE SES NOCES D'ARGENT AU SERVICE DES ENSEIGNANTS.

Le Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement, FSTE, a été créé en 1985 et reconnu en 1986 par ordonnance ministérielle n° 550/328 du 22 septembre. Il a donc 22 ans d'existence.

En créant le FSTE, les enseignants ont voulu se doter d'un instrument pour accéder aux micro crédits pour améliorer leurs conditions de vie. Car, en procédant par des demandes individuelles de crédits auprès des banques, beaucoup parmi eux étaient d'office exclus du système.

Déjà avec la fin des années 1984, tous les travailleurs du secteur de l'enseignement étaient sensibilisés que la mobilisation de l'épargne intérieure est une voie obligée du progrès socio-économique, que sans crédit, aucune action de grande envergure ne peut être entreprise.

Dans sa ligne de mire, le FSTE a placé comme vision, la contribution à l'épanouissement et à l'amélioration des conditions socio-économiques de ses membres ; la mobilisation de l'épargne intérieure et le financement des activités génératrices de revenus ainsi que la constitution des pôles de rayonnement socio-économiques.

Comme principaux objectifs sous-tendant cette vision, le FSTE a choisi d'accroître le montant du crédit à accorder à ses membres avec adoucissement des conditions d'obtention (délais d'acquisition

court, taux d'intérêt réduit, plafond et durée de remboursement plus étendus), d'ouvrir des guichets au siège et à l'intérieur du pays, d'augmenter l'effectif des membres par de nouvelles adhésions; d'encadrer ses membres en association.

Pour se faire une idée des services que le FSTE rend à ses membres, quelques chiffres suffisent.

Au 31 décembre 2006, l'épargne collectée était de 951 944 102 FBU. A la même date, son encours crédit était de 3 359 929 266 FBU.

A la même date, il a donné à 2703 membres des crédits ordinaires, tandis que 1170 membres ont bénéficié des crédits d'urgence.

Signalons que les membres contribuent chaque mois pour 3% de leur salaire de base dans la part sociale qui atteint actuellement plus de 800.000.000 de francs burundais. Certains cotisent en plus pour une épargne volontaire.

Précisons que, dans ses services, le FSTE emploie 50 cadres et agents.

Les crédits d'urgence portent essentiellement sur les soins médicaux, particulièrement à l'étranger, qui sont accordés sur fonds propres à un taux de faveur de 10%. Ils portent également sur les frais scolaires, la reconstruction des maisons détruites, l'achat des parcelles, les frais de viabilisation, les mariages, bref tout événement qui surgit de façon imprévue.

Les demandes concernant ce genre de crédits sont traitées tout au long de l'année. Quant aux crédits ordinaires (accordés trimestriellement), ils



Monsieur Sévérin MINANI, Directeur Gérant du FSTE

servent surtout pour le financement des projets générateurs de revenus et le petit équipement.

Le FSTE pratique un système de micro crédits de proximité à travers 158 sections réparties dans toutes les communes du pays. Chaque section correspond à une entité administrative qu'est la commune. A la tête de chaque section se trouve un comité composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire.

En plus de ces comités, les organes du fonds (le Conseil d'Administration et le Conseil de surveillance) collaborent avec le siège dans l'encadrement des membres.

C'est une structure qui est de nature à favoriser la circulation de l'information qu'elle soit ascendante ou descendante. Ce sont ces sections qui reçoivent les demandes de crédit

Suite en page 5



UCODE-MICROFINANCE : UN VOLUME DE CRÉDITS DE 674.394.500 FBU AU PROFIT DE 605 ASSOCIATIONS AU COURS DES MOIS D'OCTOBRE ET DE NOVEMBRE 2007.

C'est dans le cadre d'un programme dénommé NTUNSONZANE existant depuis 2001 que l'UCODE-Microfinance vient d'octroyer un volume de crédits de 674.394.500 FBU au profit de 605 associations regroupant 6914 hommes et 201 femmes au cours de la période Octobre-Novembre 2007.

En octroyant ce crédit, l'UCODE-Microfinance avait pour objectif de combattre l'usure développée autour du café cerise, une pratique qui maintient les producteurs de café dans la pauvreté et dans la dépendance des personnes aisées. Dans le passé, le Programme NTUNSONZANE était mené en partenariat avec trois Sociétés de Gestion et de Lavage

(SOGESTAL) opérant dans la zone d'action de l'UCODE-Microfinance. Les bénéficiaires étaient des producteurs qui le demandaient à titre individuel.

Comme le stipulait la convention SOGESTAL-UCODE-Microfinance, le montant à octroyer dépendait des apports en cerises disponibles sur la fiche du demandeur, raison pour laquelle les octrois correspondaient à la période de vente des cerises.

En 2006, la fédération des caféiculteurs s'est ajoutée pour constituer un triangle opérationnel de partenaires qui facilite l'opération tant dans l'octroi des crédits que dans le recouvrement.

Signalons que UCODE-Microfinance intervient dans cinq provinces du Burundi à savoir Ngozi, Kayanza, Muyinga, Kirundo et Karuzi et opère à travers un réseau de 30 guichets.

Dominique MAZAMBO

**Créer un
label de
microfinance,
c' est notre
souci.**

suite de la page 4

des membres et les acheminent au FSTE.

Le FSTE à son tour établit des listes d'ensemble, les analyse en fonction des montants disponibles et renvoient les décisions de crédits aux responsables des sections avec contrats à faire signer aux bénéficiaires.

Ces derniers ne doivent aucunement quitter leur poste d'attache pour suivre leurs dossiers au FSTE. Après signature des contrats, les présidents des sections ramènent les dossiers au FSTE qui procèdent ensuite aux transferts des montants accordés sur les comptes des bénéficiaires.

Le recouvrement des crédits est facile puisque les remboursements s'opèrent par retenus de salaires à

la source. Tous les crédits sont assurés contre la perte de l'emploi, le décès et l'incapacité permanente.

L'incertitude dans le recouvrement des crédits réside dans les cas de désertions et les départs pour d'autres employeurs. Le taux de remboursement est de plus de 95 %.

Pour limiter les pertes, le ministère de l'éducation Nationale et de la culture exige au préalable une attestation de non-redevabilité du FSTE pour accorder une mise en disponibilité à ses travailleurs.

Le Directeur Gérant du FSTE Monsieur Séverin MINANI nous a révélé que les principaux atouts de son institution sont constitués par:

- Le niveau de formation des membres qui favorise la compréhension de l'utilité de l'épargne, la préparation et la mise en application des activités génératrices de revenus ;
- Les outils de gestion performants;
- Le soutien des partenaires et la confiance du secteur financier local.

Monsieur Séverin MINANI a également indiqué que, dans les perspectives de son institution, se trouve la recherche des fonds les moins onéreux (à des taux d'intérêt de faveur) pour servir le plus grand nombre de membres avec des conditions relativement douces, la construction du siège social (l'appel d'offre est déjà lancé et le début des travaux est prévu au mois de Février).

Dieudonné MUREKAMBANZE



VIH/SIDA ET LA MICRO FINANCE, DEUX TERMES CLEFS DU DÉVELOPPEMENT DES PAUVRES AUJOURD'HUI.

Le VIH/SIDA est devenu un sujet de préoccupation à l'échelle mondiale. Toutes les politiques de développement des Nations Unies font de la lutte contre le VIH/SIDA la priorité majeure. La quasi totalité des engagements des grandes puissances économiques de ce monde est consacrée à cette pandémie. Cette lutte contre le VIH/SIDA est principalement consacrée au sixième objectif de développement du millénaire à savoir « Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ».

La microfinance est aussi un sujet de préoccupation. Elle est devenu le moyen principal pour l'atteinte du premier objectif du millénaire à savoir « Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim d'ici 2015 ».

Dans les lignes qui suivent, nous essayons de faire une analyse contextuelle de ces deux termes qui nécessite une mise en oeuvre des stratégies efficaces et de consacrer des moyens conséquents pour relever ces deux défis, de montrer leur interdépendance, de spécifier les services de microfinance à offrir pour une lutte durable contre le VIH/SIDA.

Analyse contextuelle

Selon le rapport 2006 de l'ONU/SIDA, le nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA au Burundi était estimé à 150.000. Et, parmi elles, 130 000 avaient l'âge se trouvant entre 15 et 45 ans, soit 3,3 % de la population adulte. Les femmes infectées dont l'âge se trouve entre cette tranche étaient estimées à 79 000.

Une étude sur l'impact macro-économique du VIH/SIDA menée en 2004 par le Conseil National pour la Lutte contre le SIDA (CNLS) au Burundi montre que l'impact négatif de la pandémie était de plus en plus croissant dans tous les secteurs.

Sur le plan démographique, l'espérance de vie était tombée à 45, 8 ans en 2000 pour une valeur attendue de 51, 6 ans dans le scénario sans SIDA, soit, un manque à gagner de 11% imputable à la seule épidémie du SIDA.

Sur le plan économique, la chute de la production dans les secteurs clés de l'économie a conduit à une baisse du PIB estimée à 1% en 2000.

L'impact macroéconomique du VIH/SIDA est tel qu'il n'est plus possible aujourd'hui de concevoir un plan de développement économique et social qui n'intègre pas la dimension SIDA.

La relation d'interdépendance qui existe entre la propagation de l'épidémie et la pauvreté recommande que la lutte contre le VIH/SIDA soit considérée comme une stratégie de lutte contre la pauvreté. Aussi, le processus actuel de planification économique dont l'orientation générale est axée autour de la lutte contre la pauvreté pour un développement humain durable doit intégrer pour sa part la lutte contre le VIH/SIDA dans sa dynamique.

A ces conséquences macro-économiques, il faut ajouter les incidences microéconomiques qui touchent directement les entreprises et qui concernent cinq domaines à savoir : la main-d'œuvre, la clientèle,

le coût capitalistique, la réputation de la société et plus généralement son image de marque ainsi que l'environnement du marché dans lequel elle opère.

Les IMF étant des entreprises, elles sont directement concernées par ces effets microéconomiques. De plus, étant des intermédiaires financiers, les incidences du SIDA sur les entreprises qu'elles financent ont des effets directs sur leur propre développement. Ils ressentent également ces effets à travers les conséquences de cette pandémie sur les épargnants réels et potentiels sans lesquels ils ne sauraient disposer des ressources pour le financement des entreprises. Les IMF doivent alors prendre en compte cette pandémie dans leurs stratégies pour anticiper sur ces effets éventuels.

La gestion de l'IMF dans le contexte particulier du VIH/SIDA.

Il s'agit d'une gestion essentiellement axée sur les produits et les services, les finances et les performances, le système d'information de gestion ainsi que la gestion des ressources humaines.

La gestion des produits

L'IMF doit pouvoir assurer l'intermédiation financière entre les agents à excédents de capitaux (les épargnants) et les agents à besoin de capitaux (les emprunteurs).

L'IMF doit alors développer des politiques spécifiques pour ces deux catégories de clientèle dans un contexte

de VIH/SIDA. Les épargnants (actuels ou potentiels) infectés ou affectés par le VIH/SIDA ont besoin de produits particuliers ou de stratégies particulières pour être fidélisés. Les produits de micro assurances par exemples, sont particulièrement adaptés pour cette clientèle.

Suite en page 7



Les emprunteurs (actuels ou potentiels) infectés ou affectés par le VIH/SIDA constituent la clientèle la plus risquée pour l'IMF. Ce risque est d'autant plus grand qu'il ne connaît pas la situation sérologique de ces clients. C'est pour cette raison que, l'IMF, dans ce contexte particulier doit veiller aux cinq capacités suivantes à savoir : la capacité technique, physique, commerciale, financière et morale du demandeur.

Le développement de nouveaux produits et l'amélioration des produits existants s'effectuent en fonction des besoins des clients, des concurrents et des points forts de l'institution.

La gestion financière de l'IMF

La gestion financière de l'IMF se fait en veillant particulièrement à l'analyse et au suivi des risques financiers (transaction, portefeuille, illiquidité, marché, taux d'intérêt, portefeuille de placement) ; des risques opérationnels (lié aux ressources humaines, à l'information et aux technologies, au

fraude), des risques stratégiques (structure de gouvernance inadaptée, supervision inefficace), des risques de réputation (risques liés aux événements politiques, catastrophes naturelles, santé/épidémie).

La gestion des ressources humaines

C'est une gestion qui se fait à travers l'analyse des points suivants :

- les effets d'un moral en baisse,
- le degré d'information du personnel sur le VIH/SIDA, sa prévention et ses impacts,
- la prise en compte des questions juridiques et réglementaires allant de pair avec les politiques de l'entreprise sur le VIH/SIDA,
- le déclin de la productivité,
- Accroissement à long terme des charges de personnel (assurance, heures supplémentaires, transport et déplacement, recrutement et formation, frais médicaux et autres).

La gestion du système d'information de gestion (SIG).

Cette gestion a pour objectif de :

- Améliorer le travail du personnel de terrain, lui permettant de mieux contrôler les portefeuilles et, par conséquent, d'offrir de meilleurs services;
- Permettre aux dirigeants et aux superviseurs de mieux surveiller leurs domaines de responsabilité et de définir les priorités;
- Aider la direction à coordonner le travail de tous les employés et à prendre des décisions avisées.

Pour qu'un SIG réponde aux nouveaux besoins des dirigeants, du conseil et du personnel dans un contexte de VIH/SIDA, les IMF doivent déterminer quelles informations leur sont nécessaires. En d'autres termes, elles doivent identifier les besoins particuliers de chacun de ces intervenants.

Dieudonné MUREKAMBANZE

LE RÔLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX, UN THÈME DE RÉFLEXION QUI RETIENT 40 PARTICIPANTS AU CENTRE THÉRÉSIEEN DE MUSHASHA À GITEGA.

Du 11 au 12 Décembre 2007, un atelier de réflexion sur « le rôle des petites et moyennes entreprises dans la consolidation de la paix » s'est tenu au Centre Thérésien de Gitega.

Cet atelier était organisé dans le cadre du projet conjoint du ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme et du Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) qui s'intitule « la promotion du rôle des petites et moyennes entreprises dans la promotion de la paix ». Étant donné le rôle important du secteur privé local, ce projet a pour objectif d'identifier, de

renforcer et de multiplier les pratiques d'entrepreneuriat permettant simultanément la génération de revenu et la contribution à la consolidation de la paix au Burundi.

En ouvrant cet atelier, Mr Ismail Diallo qui avait représenté le Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi a indiqué que les petites et moyennes entreprises influencent la paix en ce sens qu'ils permettent de gagner la vie. Or, celui qui ne gagne pas sa vie devient vulnérable et est porté à accepter toutes les propositions pour dévier. En

sus, il a précisé que le chômage déguisé, la pauvreté et la précarité qui perdurent sont les premiers ennemis de la paix mais qui trouvent solutions en réfléchissant et en se mettant ensemble pour créer un projet générateur de revenu. Durant les deux journées de l'atelier, 40 participants ont eu à identifier les pratiques, à explorer des solutions visant à les améliorer, à réfléchir sur le rôle de l'entrepreneuriat dans la consolidation de la paix, à relever les opportunités et les défis qui se présentent dans la promotion desdits pratiques et à échanger leurs expériences.

Dieudonné MUREKAMBANZE

Calendrier des formations du RIM au cours de l'année 2008 (Avec CAPAF)

N°	Evénement	Début	Fin	Thèmes
1	Duplication	28/01/2008	31/01/2008	Gestion des impayés et fixation de taux d'intérêt
2	FDF	11/02/2008	16/02/2008	Analyse financière des IMF
3	FDF	11/02/2008	16/02/2008	Gestion des risques opérationnels
4	Duplication	08/04/2008	12/04/2008	Analyse financière des IMF
5	Duplication	06/05/2008	09/05/2008	Gestion des risques opérationnels
6	FDF	16/06/2008	21/06/2008	Système d'information de gestion
7	FDF	16/06/2008	21/06/2008	Développement de nouveaux produits
8	Duplication	22/07/2008	26/07/2008	Développement de nouveaux produits
10	Duplication	09/09/2008	13/09/2008	Système d'information de gestion
9	FDF	20/10/2008	25/10/2008	Plan de développement et projections financières
11	Duplication	18/11/2008	23/11/2008	Plan de développement et projections financières

FDF=Formation Des Formateurs.

NB. Toute personne justifiant des capacités scientifiques et techniques pour suivre les FDF peut déposer son dossier de candidature au Secrétariat Exécutif du RIM.

CONVICTIONS

Le RIM est convaincu que:

- 1. La microfinance donne le pouvoir d'achat aux pauvres;**
- 2. La microfinance engage la population sur la voie de la croissance économique;**
- 3. La microfinance est un outil puissant de lutte contre la pauvreté;**
- 4. La microfinance favorise la stabilité politique et sociale.**